



FLASH DE CONJONCTURE



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE

FIN JUILLET 2021 - N°5/2021 Union – Discipline - Travail

SYNTHÈSE

Au niveau mondial, l'activité économique continue sa reprise amorcée au second semestre 2020, profitant de l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19 et l'évolution relativement favorable des campagnes de vaccination dans la plupart des pays avancés.

En ce qui concerne l'activité économique nationale, elle évolue dans un environnement des affaires propice, grâce à la maîtrise de la propagation de la pandémie à coronavirus et à la poursuite des grands projets d'infrastructures publics.

Sur les sept premiers mois de l'année 2021 et comparée à la même période de l'année 2020, l'activité économique s'affiche en hausse, soutenue par la bonne tenue de l'activité industrielle, du secteur tertiaire et de l'agriculture d'exportation. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP accuse une légère baisse et l'agriculture vivrière pâtit des mesures de lutte contre la Covid-19 appliquées en 2020 ainsi que du déficit hydrique que le pays a connu en 2020.

L'indice harmonisé des prix à la consommation augmente de 3,5% en moyenne sous l'effet de la forte hausse des prix des produits comestibles (+5,8%) et d'une augmentation moindre de ceux des produits non comestibles (+2,5%).

Le nombre de salariés dans l'emploi formel croît de 7,5% pour se situer à 1 157 754, porté à la fois par les secteurs privé et public.

La situation des finances publiques, est marquée par un accroissement des recettes totales (+27,0%) ainsi que des dépenses totales et prêts nets (+5,7%), malgré la contraction des dépenses d'investissement public (-14,7%). Il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 555,2 milliards. Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours aussi bien au marché sous régional qu'au marché international pour un montant de 2 120,8 milliards.

En ce qui concerne le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 17,3% et 19,6%. Il découle de ces évolutions un solde commercial excédentaire de 646,9 milliards de FCFA. Les termes de l'échange s'améliorent de 4,5%, sous l'effet conjugué d'une hausse des prix à l'exportation de 1,5% et d'une baisse des prix à l'importation de 2,8%.

Quant au financement intérieur, il ressort en hausse, aussi bien au niveau des créances nettes sur l'Administration Centrale que des créances sur l'économie.

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite progressent chacun de 5,1% en variation mensuelle.

CONTEXTE ECONOMIQUE

L'activité économique **mondiale** poursuit sa reprise entamée au second semestre 2020, profitant d'une normalisation progressive de l'environnement économique liée notamment aux avancées des campagnes de vaccinations contre la Covid-19 dans certains pays.

Le Fonds Monétaire International (FMI), dans la mise à jour des « Perspectives de l'Economie Mondiale » (PEM) publiée le 27 juillet 2021, a maintenu sa prévision de croissance mondiale à 6,0%. Toutefois, la croissance des pays avancés a été révisée à la hausse (+5,6% contre +5,1%) tandis que celle des pays en développement et émergents a été revue à la baisse (+6,3% contre +6,7% prévu antérieurement).

Dans ce contexte, au mois de juillet 2021, le marché des matières premières enregistre, en variation mensuelle, une évolution favorable des cours de la plupart des principaux produits de base de l'économie ivoirienne. En effet, le cours du pétrole brut continue sa progression entamée après le creux enregistré en avril 2020. Il croît de 2,6% pour s'afficher à 75,1 dollars US le baril en moyenne sur le mois de juillet. De même, les cours du caoutchouc et du coton augmentent respectivement de 1,5% et 3,4%, poursuivant ainsi leur tendance haussière observée depuis le mois d'avril 2020. En outre, les cours du café (+7,9%), de l'huile de palme (+9,6%) et du sucre (+2,9%) s'accroissent. A l'inverse, le cours du cacao fève baisse de 1,7% pour se situer à 2 327,1 dollars US et celui de l'or décroît de 1,5%.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2021 et en glissement annuel, le marché des matières premières affiche globalement une bonne orientation. Il est marqué par la hausse des cours du pétrole

brut (+64,2%), du cacao (+1,0%), du coton (+32,0%), du caoutchouc (+31,8%), de l'huile de palme (+68,9%), du café (+23,4%) et de l'or (+7,9%).

Sur le marché des changes, le cours de l'euro poursuit la tendance baissière entamée en début d'année, par rapport aux principales monnaies. Comparativement au mois précédent, l'euro se déprécie par rapport au dollar US (-1,9%), au yuan renminbi (-1,1%), au yen (-1,7%) et à la livre sterling (-0,3%).

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement plus favorable que celui des sept premiers mois de l'année 2020. Elle continue de tirer profit de l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19 et de la poursuite de l'exécution des grands projets publics d'infrastructures. La confiance des opérateurs économiques est également renforcée par l'avancée progressive de la campagne de vaccination contre la Covid-19 en cours dans le pays. Ainsi, en moyenne sur la période sous revue, l'indicateur qui mesure leur perception du climat des affaires progresse de 11,9% par rapport à la période correspondante de 2020.

Au niveau sanitaire, au 31 juillet 2021, la Côte d'Ivoire totalise 1 019 898 doses de vaccins administrées depuis le début de la campagne de vaccination en mars 2021. Aussi, la mise en œuvre de la stratégie de la lutte contre la Covid-19 se poursuit avec des acquisitions de doses supplémentaires de vaccins et l'intensification de la sensibilisation à la vaccination à travers des actions de proximité. A cette date, le pays compte 545 cas actifs et 329 décès sur les 50 135 cas confirmés depuis le début de la crise sanitaire, portant le taux de guérison à 98,3%.

Réalisations sur les sept premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Dans le secteur réel, l'agriculture d'exportation, l'activité industrielle ainsi que les activités du tertiaire évoluent favorablement. Toutefois, l'indicateur avancé du BTP à fin juin 2021 reste orienté à la baisse.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire connaît une évolution contrastée. En effet, il enregistre un dynamisme de *l'agriculture d'exportation*, malgré la baisse des productions de sucre (-10,4%) et de café (-48,6% à fin juin 2021). Cette branche d'activités est portée par l'accroissement des productions de la noix de cajou (+34,4%), de la banane dessert (+17,2%), de l'ananas (+18,5%), du coton graine (+14,5%), du cacao fèves (+20,9% à fin juin 2021) et des régimes de palme (+9,8% à fin juin 2021).

La production de **cacao** tire avantage des conditions météorologiques favorables et de la dynamique du cycle de production. Cependant, la filière a été affectée notamment par (i) des difficultés de commercialisation dues au déficit de conteneurs au niveau mondial à cause de la crise sanitaire perturbant les flux commerciaux, et (ii) le rationnement de l'électricité intervenu de fin avril à la mi-juillet 2021 qui a occasionné le ralentissement des activités de broyage et donc des achats des fèves.

Le **café**, quant à lui, enregistre une baisse de la production imputable

principalement au vieillissement du verger et à la chute continue des cours.

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	7 premiers mois 2020	7 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	865 406,5	1 045 976,5	20,9
Café*	82 701,8	46 360,1	-43,9
Noix de cajou	704 334,0	946 705,0	34,4
Ananas	37 477,9	44 395,0	18,5
Banane dessert	268 896,0	315 170,6	17,2
Coton graine**	368 026,2	421 382,2	14,5
Sucre**	114 036,4	101 296,5	-11,2
Régime palme* de	1 594 850,8	1 750 723,2	9,8

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin juin 2021

** fin de campagne

S'agissant de la **noix de cajou**, la production bénéficie de l'introduction de nouvelles variétés améliorées, de la mise en œuvre de nouvelles techniques agricoles dans les plantations, du renouvellement des parcelles pour obéir aux normes techniques ainsi que de la reprise de la demande internationale qui soutient les prix.

Au niveau des filières fruitières, la **banane dessert** et **l'ananas** continuent d'enregistrer une hausse de leurs productions. La filière ananas, dominée par les petits producteurs, tire profit de l'installation d'une usine de transformation qui pourrait contribuer à réduire les pertes post-récoltes et à améliorer sa compétitivité. Quant à la banane dessert, elle continue de bénéficier des investissements réalisés majoritairement dans les grandes plantations industrielles.

A l'inverse, *l'agriculture vivrière* pâtirait d'une part des restrictions de déplacement du fait de la Covid-19 qui ont contraint les mises en cultures de certains produits et d'autre part, du déficit hydrique qui a affecté les productions. Dans ce contexte, il est prévu une contraction de la production de 2,1% sur l'année 2021 en lien avec un repli des productions des « tubercules et bananes plantains » (-1,6%) et des céréales (-4,8%). Cette insuffisance de la production vivrière fait peser des tensions sur les prix des produits.

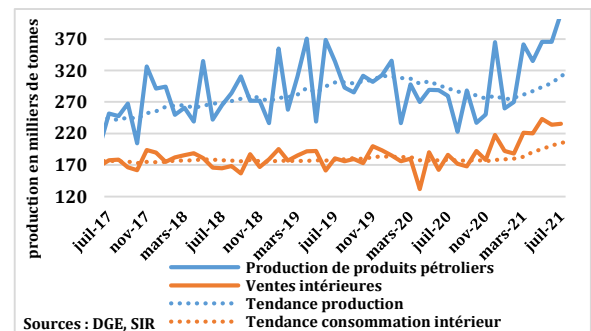
1.2 Secteur secondaire

La progression de l'Indice Harmonisé du volume de la Production Industrielle (IHPI) se renforce pour se situer à 6,1% après une augmentation de 4,6% au terme du premier semestre 2021. La progression observée à fin juillet 2021 est consécutive aux hausses des productions en volume des « industries manufacturières » (+8,4%), des « industries extractives » (+6,0%), et des « industries environnementales » (+7,0%) tandis que l'activité des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » se contracte (-4,5%).

Les **industries manufacturières** profitent de l'accroissement de la production en volume de la plupart des divisions, notamment le « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+11,8%), la « métallurgie » (+26,3%), la « fabrication de produits chimiques » (+28,8%), les « activités de fabrication de textiles » (+19,8%), la « fabrication de meubles et matelas » (+18,4%) et la « fabrication de matériaux minéraux » (+6,2%). Par contre, la production des « industries agro-alimentaires » baissent de 5,7%.

Au niveau des « **industries extractives** », la production de la division « extraction de minerais métalliques » augmente de 8,7%. Ce dynamisme est soutenu par la progression des productions d'or (+6,8%) et de nickel (+12,1%), malgré le recul de l'extraction de manganèse (-29,4%). Quant à la division « extraction d'hydrocarbures », sa production en volume accuse un repli de 0,5%, sous l'effet de la contraction de la quantité produite de pétrole brut (-14,5%), atténué par la hausse de la production de gaz naturel (+7,9%). L'extraction pétrolière pâtit de la déplétion des puits alors que le gaz naturel profite du dynamisme de la production d'électricité de source thermique, dans un contexte de contraction de la production d'électricité de source hydraulique.

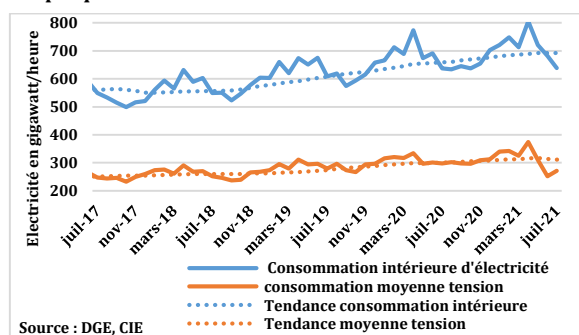
Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



En ce qui concerne les « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production d'électricité baisse de 0,4%, moins fortement que le repli de 1,0% enregistré à fin juin 2021. Cette contraction résulte de l'effet conjugué de la chute de la production d'électricité de source hydraulique (-26,8%) et de l'augmentation de la production de source thermique (+10,5%). La production de source hydraulique est affectée par le tarissement des retenues d'eau des barrages hydroélectriques en lien avec la sécheresse survenue en 2020. Cette situation,

combinée à la panne intervenue sur les installations de la centrale thermique d'Azito, a entraîné une crise énergétique à partir de la fin du mois d'avril 2021, caractérisée par un rationnement de l'électricité aux ménages et aux industriels. Ce rationnement s'est achevé à la fin du mois de juin pour les ménages et le 15 juillet pour les industriels, grâce à la remise en marche des unités de production qui avaient été sinistrées.

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



Pour faire face au repli de la production d'électricité, les ventes intérieures ont été privilégiées (+3,8%) au détriment des exportations qui chutent de 34,5%.

Du côté de l'**Indicateur Avancé du BTP (IABTP)**, un recul de 2,2% est enregistré au premier semestre 2021, sous l'effet de la baisse de la consommation de béton (-22,8%), de bitume (-14,9%) et de gravier (-2,4%). L'impact de ces replis est amoindri par l'accroissement de la consommation de ciment (+5,8%) et « de tôles et bacs » (+21,9%). En dépit du repli de l'IABTP, le BTP bénéficie de l'exécution de nombreux travaux encore au stade du terrassement. Ces activités préparatoires ne sont pas appréhendées par l'indicateur avancé. Les projets publics d'infrastructures en cours d'exécution sont notamment (i) la réhabilitation des Tours C, D et E de la cité administrative, (ii) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant la commune de Yopougon à celle du Plateau,

(iii) la construction de la Tour F de la cité administrative du Plateau, (iv) la construction du pont reliant la commune de Cocody à celle du Plateau, (v) la construction de l'échangeur du carrefour de l'indénié ainsi que la construction de nouvelles routes dans les quartiers d'Abidjan et de l'intérieur du pays.

1.3 Secteur tertiaire

La reprise dans le secteur tertiaire se consolide au niveau de l'ensemble de ses composantes, en lien avec l'allègement des mesures barrières.

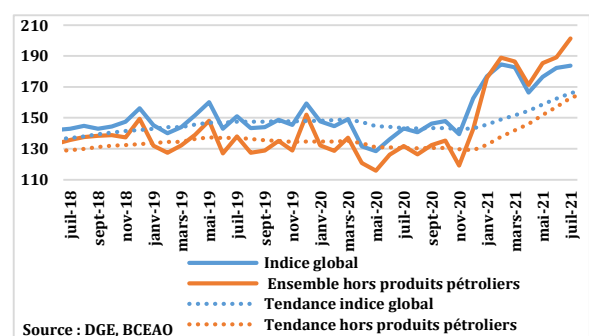
Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du secteur tertiaire

	07 mois 2019	07 mois 2020	07 mois 2021	Variation
ICA commerce de détails	147,8	140,1	158,4	13,1%
Trafic global maritime* - en milliers de tonnes	15 758,9	14 790,2	17 212,1	16,4%
Total voyageurs aérien	1 150 344	437 677	746 780	70,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	601 105	523 817	586 168	11,9%

Source : DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP
*Données à fin juin 2021

Dans le **commerce de détail**, l'indice du chiffre d'affaires s'accroît de 13,1% à fin juillet 2021, porté par la bonne tenue des ventes dans l'ensemble des postes.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Les ventes des postes « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » et « produits de l'alimentation » enregistrent des hausses respectives de 26,5% et 18,0%.

Les ventes de produits pétroliers progressent de 5,5%, tirées par les quantités vendues des carburants « gasoil » et « super ».

Le transport routier devrait maintenir son redressement, au regard de la consommation des carburants « gasoil » et « super » qui augmente de 22,5% à fin juillet 2021.

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic total de marchandises progresse de 11,9% grâce au dynamisme des échanges avec le Burkina Faso (+12,9%), malgré la contraction du trafic intérieur (-4,7%).

Le redressement du **transport aérien** se poursuit au regard du nombre de passagers commerciaux qui augmente de 70,6% à fin juillet 2021 pour s'afficher à 746 780. Cette hausse est observée dans l'ensemble des destinations. Malgré cette reprise, le nombre de passagers commerciaux enregistrés reste en deçà de son niveau d'avant la pandémie qui avait atteint 1 150 344 à fin juillet 2019 après 1 077 109 à fin juillet 2018.

Le **transport maritime** maintient sa tendance haussière affichée depuis le début de l'année. Ainsi, au premier semestre 2021, le trafic global de marchandises progresse de 16,4% en glissement annuel, soutenu par les deux ports que compte le pays. Au Port d'Abidjan, le trafic global de marchandises s'accélère pour afficher une croissance de 15,6% après une hausse de 12,4% à fin mai 2021. Cette bonne tenue est ressentie à la fois au niveau du trafic national (+15,5%), des activités de transit (+13,5%) et du transbordement (+31,8%).

L'activité au Port de San Pedro, demeure également bien orientée, au regard du trafic global de marchandises qui progresse de 20,4% à fin juin 2021. Cette évolution

résulte de l'accroissement de 30,0% du trafic national et de la contraction de 25,1% des activités de transbordement.

Les **télécommunications** conservent leur dynamisme, au regard de l'évolution favorable du volume d'activité, du chiffre d'affaires et du nombre d'abonnements.

En effet, le nombre de minutes d'appel s'accroît de 54,8%, porté essentiellement par celui de la téléphonie mobile qui bondit de 55,0%. Le trafic internet qui tire profit de l'essor du télétravail et des visioconférences progresse également de 41,2%. Quant au nombre de SMS qui était en recul au premier semestre 2021, il se redresse et augmente de 2,8%.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires, il connaît une hausse globale de 7,2% sous l'effet de l'accroissement de 8,0% du chiffre d'affaires de la téléphonie mobile amoindri par le retrait du chiffre d'affaires de téléphonie fixe (-10,1%).

Par ailleurs, le nombre d'abonnements dans la téléphonie mobile progresse de 11,0%.

1.4 Prix à la consommation

Au mois de juillet 2021, la poussée inflationniste observée au niveau des prix à la consommation s'est poursuivie. Ainsi, l'indice général augmente de 3,9% en glissement annuel après +3,5% au mois de juin 2021. Les tensions sur les prix proviennent principalement des produits comestibles (+7,5%) tandis que les prix des produits non alimentaires (+2,2%) augmentent modérément.

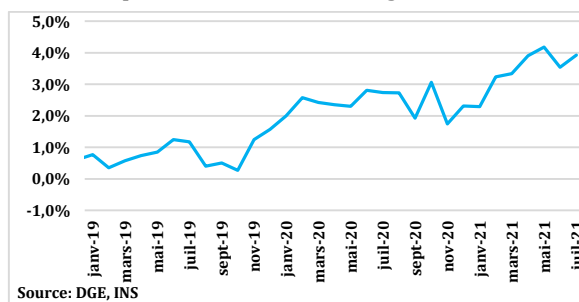
S'agissant des produits alimentaires, les prix des tubercules et plantains (+7,1%), des légumes frais (+17,4%), des poissons (+7,8%), des viandes (+10,1%) et des céréales non transformées (+6,5%)

connaissent les plus fortes hausses. Par contre, les prix des fruits se contractent de 11,2%.

Au niveau des produits non alimentaires, en dépit de la hausse contenue du prix moyen, il convient de relever quelques tensions sur les prix des « loisirs et culture » (+4,6%), des « restaurants et hôtels » (+4,5%) ainsi que des « meubles, articles de ménage et entretien » (+4,0%). Par contre, les prix de la communication (-1,0%) et de l'enseignement (-0,8%) fléchissent.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation croît de 3,5%, sous l'effet des prix des produits comestibles de 5,6% et de ceux des produits non comestibles de 2,5%.

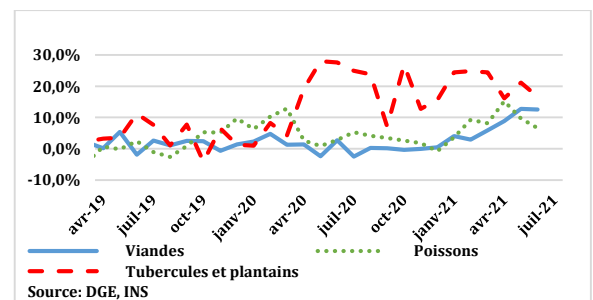
Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



L'accroissement des prix des produits comestibles est attribuable particulièrement à ceux des « tubercules et plantains » (+18,5%), des « viandes » (+8,1%) ainsi que des « poissons » (+8,6%). Les tubercules et plantains sont confrontés à une forte demande extérieure ainsi qu'à une baisse de la production due aux conditions climatiques défavorables. En ce qui concerne les prix des « viandes », ils pâtissent d'une perturbation de l'approvisionnement liée à la crise sécuritaire dans les zones pastorales des pays sahéliens (Burkina Faso, Mali). Quant

aux prix des poissons, ils subissent la hausse des prix à l'importation. En revanche, l'augmentation des prix des « légumes frais » (+0,3%), des « céréales non transformées » (+1,8%) et des « fruits » (+2,0%) est modérée.

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



1.5 Emploi

Le nombre de salariés en emploi formel progresse de 7,5% en glissement annuel pour s'afficher à 1 157 754 à fin juillet 2021. Il est porté par la hausse des effectifs aussi bien dans le secteur privé (+7,3%) que dans le secteur public (+8,3%).

Dans le secteur privé, l'effectif des salariés en activité atteint 900 428 à fin juillet 2021, contre 839 033 un an plus tôt, soit une création nette de 61 395 emplois en un an. Par ailleurs, sur la même période, le nombre de nouvelles immatriculations à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) progresse de 9,0%. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce, l'industrie manufacturière et le BTP qui enregistrent respectivement 34,5%, 17,0% et 12,8% des nouvelles immatriculations.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) est en hausse de 9,2%. Les recrutements sont orientés principalement vers les ministères en

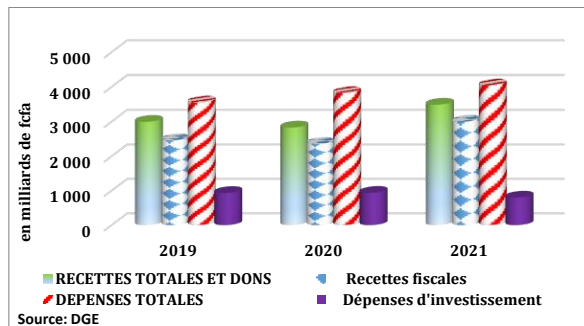
charge de l'enseignement (54,7%) et de la santé (18,4%).

2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est marquée par un accroissement de 23,2% des recettes totales et dons, comparés à leur niveau à fin juillet 2020, pour s'établir à 3 490,1 milliards. Cette progression est essentiellement attribuable aux recettes fiscales qui augmentent de 27,1% (+641,0 milliards).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est attribuable aux taxes hors produits pétroliers (+158,1 milliards), au Bénéfice Industriel et Commercial hors pétrole (+109,0 milliards), à la TVA (+84,6 milliards), aux autres taxes indirectes (+79,2 milliards) et aux taxes sur produits pétroliers (+48,1 milliards).

Graphique 6 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juillet



S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 4 045,3 milliards, en hausse de 5,7% (+218,4 milliards) en glissement annuel. Cette évolution est imputable à l'accroissement des subventions et autres transferts (+166,4 milliards), des intérêts sur la dette (+67,0 milliards), des dépenses de fonctionnement (+43,0 milliards), des dépenses de personnel (+36,4 milliards) et des dépenses de sécurité (+11,3 milliards).

En revanche, les dépenses d'investissement reculent de 138,9 milliards, en raison des retards dans l'exécution de certains projets.

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 555,2 milliards. Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Côte d'Ivoire a eu recours au marché sous régional et au marché international pour un montant total de 2 120,8 milliards.

Sur le marché sous régional, un montant de 1 512,4 milliards a été mobilisé. Il est composé de 635,7 milliards de bons du trésor (dont 522,9 milliards de bons de trésorerie), 356,7 milliards d'emprunts obligataires et 520,0 milliards d'obligations du trésor. Quant à la mobilisation sur le marché international, elle s'est faite à travers des eurobonds et s'est située à 608,4 milliards.

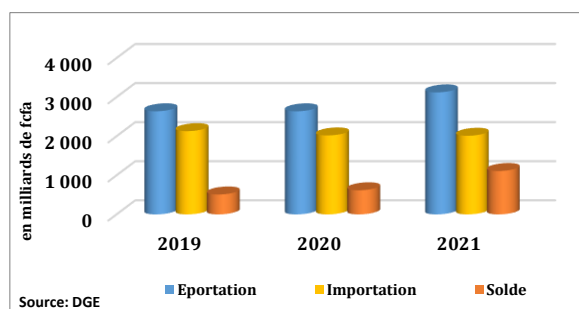
3 COMMERCE EXTERIEUR

Sur les sept premiers mois de l'année 2021, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 17,3% et de 19,6%.

Les exportations profitent essentiellement des ventes en valeur des produits primaires (+21,0%) et des produits transformés (+14,0%). Les produits concernés par cette bonne tenue sont principalement le cacao fèves (+12,6%), le caoutchouc naturel (+40,2%), la noix de cajou (+30,2%), le coton masse (+84,4%), le cacao transformé (+7,3%), l'huile de palme (+60,7%) et les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+21,4%).

S'agissant des importations, elles bénéficient de l'accroissement à la fois des achats de biens de consommation (+30,3%), de biens intermédiaires (+8,4%) et de biens d'équipement (+12,8%). De façon spécifique, elles sont portées par les achats de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+88,1%), de « véhicules de tourisme » (+70,8%), de « poissons frais » (+18,3%), de riz (+27,8%), de « tabac et les produits dérivés » (+65,1%), de « Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+38,3%), de « matériels de transport routier autres que les véhicules de tourisme » (+35,5%) et de machines mécaniques (+15,5%).

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur



Il ressort de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de 646,9 milliards contre 619,9 milliards à fin juillet 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 4,5% sous l'effet conjugué d'une augmentation des prix à l'exportation de 1,5% et d'une baisse des prix à l'importation de 2,8%, en dépit de la hausse du fret maritime constatée au niveau mondial.

4

SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et financière est caractérisée par la poursuite de la politique accommodante de la BCEAO avec le maintien de ses taux directeurs à leurs plus bas niveaux et par le relèvement progressif des indices boursiers.

4.1 Situation monétaire

Sur les sept premiers mois de l'année 2021, **la situation monétaire** est marquée par une hausse de la masse monétaire au sens large de 25,8% (+2 909,0 milliards) sous l'effet notamment de la progression des actifs extérieurs nets (+2 051,0 milliards ; +84,2%), des créances nettes sur l'Administration Centrale (+1 120,1 milliards ; +38,0%) et des créances sur l'économie (+561,7 milliards ; +7,4%).

Tableau 3 : Evolution des principaux agrégats de la situation monétaire

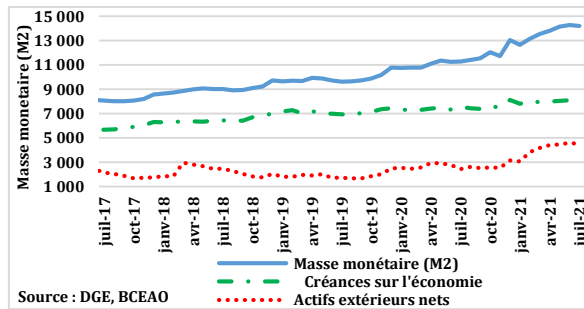
Agrégats monétaires (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)	Juillet 2020	Juillet 2021	Variations	
			Absolute	Relative
Masse monétaire (M2)	11 280,5	14 189,5	2 909,0	25,8%
Monnaie fiduciaire	2 678,3	3 430,0	751,7	28,1%
Dépôts transférables	4 973,8	6 268,56	1 294,8	26,0%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 628,3	4 490,9	862,6	23,8%
Actifs extérieurs nets	2 435,0	4 486,0	2 051,0	84,2%
Créances intérieures	10 492,1	12 173,9	1 681,8	16,0%
Créances sur l'Administration Centrale	2 949,6	4 069,7	1 120,1	38,0%
Créances sur l'économie	7 542,6	8 104,3	561,7	7,4%
Passifs à caractère non monétaire	-1 618,3	-2 152,5	-534,2	-33,0%
Autres postes nets	-28,4	-317,9	-289,5	-1019,4%

Source: DGE, BCEAO

Les actifs extérieurs nets se raffermissent, soutenus par la mobilisation des ressources extérieures et la bonne tenue de la balance commerciale. Les créances nettes sur l'administration centrale augmentent sous l'effet de l'accroissement des besoins de l'Etat pour la maîtrise de la

pandémie et la réalisation des projets d'investissement structurants.

Graphique 8 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



S'agissant des passifs à caractère non monétaire et des autres postes nets, ils se contractent respectivement de 534,2 milliards et 289,5 milliards.

Au niveau de la situation des banques, le montant cumulé des mises en place de crédits ordinaires sur les sept premiers mois de l'année 2021 est en hausse de 20,0% (+617,5 milliards) en glissement annuel. Cet accroissement provient des crédits accordés aux « Autres sociétés » (+250,8 milliards), aux « entreprises individuelles » (+213,3 milliards), aux « Sociétés d'État EPIC » (+118,2 milliards), aux « Personnels des banques » (+32,1 milliards), aux « Particuliers » (+29,1 milliards), et aux « Clients divers » (+15,4 milliards). Toutefois, l'impact de ces accroissements a été amoindri par le retrait des montants accordés aux « assurances-Caisse de retraite » (-29,0 milliards), et à la « Clientèle financière » (-5,9 milliards).

Par ailleurs, le taux d'intérêt créditeur moyen enregistre une baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à son niveau à fin juillet 2020 pour ressortir à 6,0%. La durée moyenne des crédits sur les sept premiers mois de l'année en cours s'est

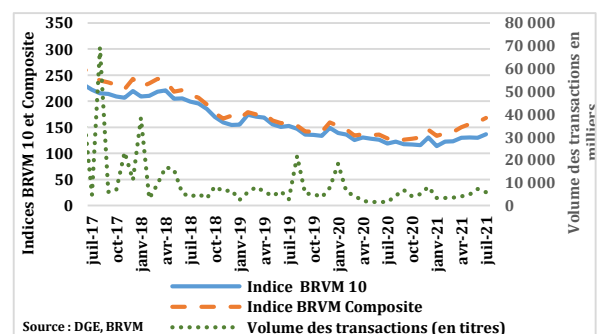
établi à 17,6 mois contre 21,7 mois sur la même période en 2020.

4.2 Marché boursier

Au mois de juillet 2021, les indicateurs de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA maintiennent leur ascension entamée depuis le mois de février 2021. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite ressortent en hausse de 5,1% chacun, comparé au mois précédent. Au total, six secteurs parmi les sept représentés à la côte de la bourse enregistrent des performances positives par rapport au mois précédent. En revanche, le volume et la valeur totale transigés se contractent respectivement de 20,2% et 24,9% en variation mensuelle.

Par ailleurs, le marché des actions est caractérisé au mois de juillet 2021 par un PER¹ moyen de 10,64 en progression de 0,64 point de pourcentage comparé à celui du mois précédent. Cette hausse traduit, toutes choses égales par ailleurs, un accroissement du prix moyen des actions. Inversement, la prime de risque baisse de 0,60 point de pourcentage pour s'établir à 3,50%.

Graphique 9 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2021, l'indice BRVM 10 recule de

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

1,9% mais l'indice BRVM composite s'améliore de 8,2%, en glissement annuel.

La hausse de l'indice composite découle de l'effet combiné de la progression des indices des secteurs de l'agriculture (+83,0%), de l'industrie (+61,8%), des finances (+6,8%), de la distribution (+3,6%) ainsi que de la baisse de ceux des secteurs des transports (-4,2%) et des services publics (-0,7%).

S'agissant de la capitalisation boursière, elle se raffermi de 32,5% à la fin du mois de juillet 2021, en glissement annuel, grâce aux hausses de la capitalisation du marché des actions (+31,0%) et de celle du marché des obligations (+33,6%).

En conclusion, en dépit de la crise énergétique que le pays a connu aux mois de mai et juin 2021, l'économie ivoirienne reste bien orientée. Elle est portée par le secteur tertiaire et l'activité industrielle qui tirent avantage de l'allègement des mesures barrières. Le secteur primaire connaît une évolution contrastée caractérisée par une évolution favorable de l'agriculture d'exportation tandis que le secteur vivrier pâtit de la sécheresse que le pays a connue en 2020 et en début d'année 2021.

La contreperformance de la production vivrière, l'insécurité dans les zones d'élevage de bétail et de production maraîchère des pays sahéliens ainsi que l'accroissement du fret maritime induisent des tensions sur le prix des produits comestibles.

Le marché de l'emploi formel reste dynamique et l'exécution budgétaire est marquée par une bonne mobilisation des recettes fiscales et un accroissement des dépenses totales tirées par des engagements contingents.

Le financement intérieur continue de bénéficier d'une orientation accommodante de la politique monétaire et reste soutenue.

La fin du rationnement de l'électricité intervenue à la mi-juillet 2021 devrait contribuer au renforcement de l'activité économique au second semestre.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	juil.-20	janv.-21	fév.-21	mars.-21	avril.-21	mai.-21	juin.-21	juil.-21	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-32,4%	-13,8%	11,8%	105,0%	250,3%	133,0%	81,6%	73,8%	64,2%
Cours du cacao	-13,0%	-8,1%	-11,4%	5,3%	4,3%	4,2%	6,2%	10,7%	1,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar	2,2%	9,6%	10,9%	7,6%	10,3%	11,4%	7,0%	3,1%	8,5%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	0,0%	nd	nd	15,2%	nd	nd	29,4%	nd	nc ²
Café (données trimestrielles)	0,0%	nd	580,0%	-48,6%	nd	-48,6%	15,9%	nd	nc
Coton	nd	6,1%	10,0%	13,3%	38,7%	134,7%	nd	nd	nc
Anacarde	38,8%	nd	575,2%	95,1%	49,3%	-29,7%	-24,5%	-61,7%	34,4%
Secondaire									
IHPI global	-5,8%	-9,6%	-4,4%	10,6%	10,9%	14,9%	8,6%	14,8%	6,1%
IHPI hors extraction	-3,9%	-9,6%	-4,3%	10,4%	10,0%	11,9%	8,5%	18,6%	6,1%
<i>Industrie manufacturière</i>	-4,6%	-12,0%	-3,9%	12,3%	12,8%	19,0%	12,6%	23,6%	8,4%
<i>Electricité, gaz</i>	-1,8%	0,8%	-6,9%	1,4%	-2,3%	-13,8%	-9,2%	-1,3%	-4,5%
BTP	-0,5%	-18,4%	-4,9%	21,4%	-10,6%	-9,1%	9,3%	nd	nc
Production d'électricité	3,6%	5,4%	-3,0%	5,8%	2,3%	-11,0%	-5,6%	3,5%	-0,4%
Production de produits pétroliers	-16,3%	-22,6%	14,1%	21,2%	24,1%	26,3%	26,5%	46,7%	18,5%
Pétrole brut	-22,0%	-18,2%	-15,0%	-46,8%	-12,1%	-6,3%	-5,9%	-2,8%	-14,5%
Gaz naturel	-4,8%	-0,4%	-3,1%	6,3%	7,4%	6,8%	13,9%	24,0%	7,9%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-5,2%	7,8%	8,3%	8,0%	18,8%	26,5%	16,1%	8,4%	13,1%
Trafic global maritime	-1,4%	22,1%	-6,6%	16,1%	36,7%	11,3%	nd	nd	nc
Total voyageurs aérien	-83,7%	-36,3%	-46,4%	-1,1%	6829,6%	4140,8%	3153,7%	391,5%	70,6%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-31,3%	11,7%	8,1%	22,1%	6,6%	-5,5%	33,2%	14,5%	11,9%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	-17,9%	-10,5%	11,4%	42,8%	7,7%	12,0%	-26,6%	16,9%	6,3%
Importation en quantité	-3,1%	-24,3%	19,6%	13,1%	13,7%	55,1%	27,1%	49,1%	22,4%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-14,6%	-4,7%	11,5%	27,9%	51,5%	12,6%	6,3%	28,8%	17,3%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-3,0%	-24,9%	11,0%	15,7%	0,2%	53,1%	56,0%	35,1%	19,6%
Solde commercial (en milliards CFA)	-140,80	341,69	226,79	321,95	218,97	-202,91	-39,54	-220,08	646,88
Financement									
Masse Monétaire (M2)	17,2%	17,6%	22,1%	25,7%	24,5%	24,6%	26,8%	25,8%	25,8%
Actifs Extérieurs Nets	41,7%	20,5%	56,6%	62,8%	50,6%	53,5%	65,1%	84,2%	84,2%
Créances intérieures	7,5%	15,8%	13,4%	14,5%	13,4%	15,5%	15,7%	16,0%	16,0%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	4,0%	42,2%	19,2%	28,9%	27,2%	37,0%	28,2%	38,0%	38,0%
Créances sur l'économie BRVM composite	8,9%	5,9%	11,0%	8,7%	7,8%	7,1%	10,3%	7,4%	7,4%
BRVM composite	-18,2%	-12,4%	-5,0%	5,0%	9,9%	15,8%	17,8%	30,8%	8,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	6,5%	19,2%	11,0%	15,4%	21,2%	58,1%	33,0%	12,6%	23,2%
Dépenses totales & Prêts nets	0,5%	26,3%	7,7%	5,8%	35,4%	5,4%	-17,9%	1,2%	5,7%
Investissement public	-13,7%	189,2%	-62,9%	23,0%	132,6%	-35,0%	-40,1%	-12,6%	-14,8%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-170,3	144,43	-14,34	-220,60	-177,97	-55,10	-110,51	-121,13	-555,2
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,7%	2,3%	3,2%	3,3%	3,9%	4,2%	3,5%	3,9%	3,5%
Indice des biens alimentaires	4,3%	3,1%	5,4%	5,1%	5,2%	6,8%	5,9%	7,5%	5,6%
IHPC hors biens alimentaires	2,0%	1,9%	2,2%	2,5%	3,3%	2,9%	2,4%	2,2%	2,5%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,5%	6,2%	6,3%	7,3%	8,0%	7,3%	6,8%	7,5%	7,5%
Salariés secteur formel privé	1,7%	5,7%	6,1%	7,2%	7,7%	6,9%	6,4%	7,3%	7,3%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 25 septembre 2021

Date de validation : 27 septembre 2021

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.dppse@dge.gouv.ci

Tel : (+225) 2720200924/2720200925

² nc : non calculé